En finir avec la dette

La dette extérieure des pays d'Amérique latine s'élève à 360 milliards de dollars. Le seul paiement des intérêts représente 40 milliards de dollars. Pour un pays comme le Pérou, honorer ses engagements (intérêts et remboursement d'emprunts arrivés à échéance) signifie y consacrer 45% de ses recettes d'exportation; cela représente la totalité de l'excédent commercial du pays, ne laissant rien pour financer un accroissement du niveau de vie.

Le retour de la démocratisation dans la plupart des pays d'Amérique latine correspond à des échéances douloureuses. Les régimes militaires ont vécu à crédit sans utiliser cet argent pour développer les potentialités économiques (à l'opposé du fondement même du système international de crédit); il y a eu au contraire un appauvrissement sensible. Et les nouveaux dirigeants installés par le suffrage universel, investis de tous les espoirs, se retrouvent devant la tâche contradictoire d'avoir à régler une montagne de dettes tout en améliorant d'urgence la situation économique et sociale.

Le système bancaire international met en place depuis quelques années un traitement qui n'est qu'un pis aller: la reprise par des banques solides de certains prêts octroyés par des établissements en position plus délicate, la transformation de crédits bancaires en prêts du Fonds monétaire international, la renégociation de la dette de chaque pays en difficulté de paiement avec l'ensemble de ses créanciers pour la rééchelonner. A chaque fois l'opération donne de l'air et évite la catastrophe financière mais n'améliore guère la situation générale des pays débiteurs: l'étau se desserre mais reste en place. Et la prolongation de crédits, pendant laquelle les intérêts courent, conduit à multiplier de

façon absurde le montant restitué aux créanciers par rapport à celui qu'ils ont mis à disposition. A chaque renégociation d'une dette, le taux d'intérêt augmente de 1%, d'où la «bonne volonté» des banques, toujours disposées à rediscuter.

Il est politiquement nécessaire d'empêcher l'étranglement des pays débiteurs du Tiers-monde: idéologiquement, pour conforter les régimes démocratiques en place ou à venir, et humainement, face à la misère qui s'impose à des millions d'hommes. C'est également indispensable économiquement: les pays industrialisés ne sauraient se passer des ressources ni des marchés du Tiers-monde sans une baisse importante de leur niveau de vie. Cependant l'annulation unilatérale de la dette provoquerait un séisme économique et financier qui toucherait tant le Tiers-monde que les pays industrialisés.

C'est dès lors une solution globale (et non bilatérale entre chaque pays et ses créanciers) et négociée qu'il faut promouvoir en incluant tous les aspects du problème: financiers (comment répartir à l'intérieur du système bancaire les pertes ou les couvrir de manière à en éviter l'effondrement), politiques (quels critères retenir pour éteindre la dette et selon quelles modalités), économiques et commerciaux (accroissement de la coopération au développement, lutte contre le protectionnisme). Sans oublier la reconstitution du système monétaire international.

Vaste programme qui demande en tout cas la prise de conscience par l'opinion occidentale de l'acuité du problème et son soutien à l'idée qu'il faut en finir avec la dette.

F. B.

À NOS LECTEURS

Trève terminée pour l'équipe rédactionnelle de DP. Avec ce numéro, nous retrouvons le rythme hebdomadaire. Bonne reprise à tous.

J. A. 1000 Lausanne 1

Hebdomadaire romand
N° 783 15 août 1985

Rédactrice responsable:
Francine Crettaz

Abonnement
pour une année: 60 francs,
jusqu'à fin 1985: 25 francs
Vingt-deuxième année

Administration, rédaction:
1002 Lausanne, case 2612
1003 Lausanne, Saint-Pierre 1
Tél. 021 / 22 69 10
CCP 10-155 27

Imprimerie des Arts et Métiers SA

Ont collaboré à ce numéro:
Laurent Bonnard
François Brutsch
André Gavillet
Yvette Jaggi
Charles-F. Pochon

Point de vue:
Jeanlouis Cornuz

783

Endettement et syndicats

En complément à l'éditorial, nous présentons ci-dessous le résumé d'un exposé de Beat Kappeler, secrétaire de l'USS, présenté aux tiers-mondistes suisses alémaniques réunis à Berne en mars dernier.

(Traduction DP, intertitres de la rédaction.)

Dès 1975, l'OCDE préconisait de surmonter la crise par la croissance accélérée de certaines grandes économies nationales susceptibles d'entraîner les autres. Puis on a cru avoir trouvé la solution-miracle avec le recyclage des pétrodollars: ces capitaux accumulés par les puissances de l'OPEP étaient prêtés aux pays du Tiers-monde pour leur permettre d'acquérir des biens auprès des pays industrialisés. Ces derniers rentreraient dans leurs fonds et maîtriseraient du même coup les conséquences du transfert engendré par la hausse du prix de l'énergie. On connaît le principal résultat de cette politique: la crise de l'endettement.

L'IMPRUDENCE DES BANQUES

Les banques occidentales ont violé une règle d'or de leur business en immobilisant pour longtemps des fonds obtenus à court terme. Dès lors, le risque du manque soudain de liquidités devient un danger permanent. Les mêmes banques, qui refusent de l'argent à une jeune entreprise de chez nous, ont rapidement trouvé à rassembler des montants de plusieurs milliards, qu'elles ont aussitôt mis à disposition d'emprunteurs du Tiers-monde; ce faisant, elles savaient que ces capitaux serviraient en définitive au financement de grands projets, voire à celui d'infrastructures non rentables, quand ce n'était pas tout simplement à la consommation. Aux Etats-Unis les incroyables faiblesses du

système bancaire sont apparues le plus nettement avec des affaires telles que celles de la Continental Illinois ou de la Financial Corporation of America ou avec la récente ruée sur les guichets des caisses d'épargne de l'Ohio.

Par des accords passés dans le cadre de la Banque des règlements internationaux (BRI), les pays occidentaux ont tissé un réseau de garanties couvrant l'ensemble du système bancaire: tout groupe financier menacé de banqueroute est immédiatement et sans limite «sauvé» par l'institut d'émission correspondant qui met à sa disposition l'argent nécessaire.

Sans en arriver là, il suffirait qu'une nouvelle vague inflationniste réduise sensiblement le montant des dettes. On n'en est pas très loin aux Etats-Unis, qui ont d'ailleurs intérêt à une telle évolution en raison de leur propre endettement extérieur. Les classes moyennes, traditionnelles victimes de l'inflation, et les caisses de pension, détentrices d'obligations en dollars, payeront la facture.

Mais si une véritable crise du système bancaire devait se produire, par exemple suite à la prochaine baisse conjoncturelle (en 1987?), elle se répercuterait vite et durablement sur la situation économique de notre pays où les banques sont très fortement impliquées dans les affaires internationales. On se rappelle que dans les années trente la Confédération a mené une politique dommageable pour l'ensemble de la population, et a pris le risque de prolonger la crise dans le seul but de préserver les banques.

TOUT LE MONDE, IL Y PERD

Les oligarchies au pouvoir dans les pays d'Amérique latine (après comme avant les démocratisations récentes) se préoccupent d'assainir la situation d'entente avec le Fonds monétaire international (FMI), non pas par le remboursement des capitaux mis à l'abri à l'étranger par les classes riches, mais par une compression du pouvoir d'achat et

par une politique déflationniste. Les autorités procèdent à des réductions de salaires et cessent de subventionner la diminution artificielle des prix des produits de première nécessité. Les dévaluations opérées provoquent d'un seul coup le renchérissement des importations et la réduction des prix des biens vendus à l'étranger. Parallèlement, des mesures en faveur des capitaux privés sont censées rendre attractif le retour des fonds évadés. Autant dire que ces capitaux commandent d'un bout à l'autre la politique suivie, d'abord en provoquant la crise, puis en définissant les conditions pour la combattre.

Le Mexique et le Brésil ont déjà enregistré à plusieurs reprises de gros excédents de leur balance commerciale grâce à la politique de déflation. Mais l'inflation galopante montre bien que l'on n'est pas parvenu à transformer l'économie intérieure. Dans ces conditions, les affrontements se feront toujours plus virulents.

On peut aussi se demander si ces pays pourront maintenir le rythme de leurs performances à l'exportation sans renouveler leur appareil de production. Pour l'heure, les marchés mondiaux sont de toute manière encombrés. Les Etats-Unis à eux seuls ont perdu dans les années 82/83 environ 400 000 places de travail, parce qu'ils ne pouvaient plus compter sur la clientèle sud-américaine. Tant que les USA trouveront de quoi financer leurs déficits (impasse budgétaire et balance commerciale), une certaine compensation s'opérera spontanément. Mais la récession latente qui affecte toute l'économie mondiale tend à peser sur les conditions de travail et de rémunération des travailleurs dans l'ensemble des pays industrialisés. Partout les bas salaires sont présentés comme des facteurs décisifs de compétitivité.

ET LES SYNDICATS?

Les instruments utilisés jusqu'ici sont-ils encore efficaces? Pensons au rapprochement des condi-

tions de salaire et de travail en vigueur dans les pays industrialisés, d'une part, et en voie de développement, d'autre part, par le renforcement des fédérations syndicales internationales, par les syndicats de groupes, par les dispositions des contrats collectifs tels que la convention de l'horlogerie (droits syndical et contractuel garantis dans le monde entier), par la politique des préférences tarifaires, par l'appui aux différentes composantes du nouvel ordre économique mondial (prix des matières premières), par le développement des fonds de solidarité, par l'aide à l'établissement de nouveaux centres de production.

Pour ce qui concerne plus spécialement la Suisse, le catalogue des sujets de réflexion est également bien fourni: réforme de la garantie contre les risques à l'exportation, défense des droits de l'homme dans les pays étrangers, renforcement de l'entraide judiciaire pour combattre la fuite des capitaux, inscription de l'obligation de diligence dans la Loi sur les banques, achats directs de matières premières et de produits agricoles aux pays du Tiers-monde (par exemple par les gros distributeurs ou l'Etat).

Il faut penser aussi à une solidarité différenciée à l'égard des gouvernements des pays en voie de développement: après tout le Venezuela a été ruiné par la gauche et les démocrates chrétiens, la Bolivie et sa centrale syndicale ne font pas une politique économique digne de ce nom, tandis que le nouveau régime argentin laisse dangereusement passer le temps sans rien entreprendre.

Nous devrions également penser davantage aux pays asiatiques au lieu de nous préoccuper surtout des Amériques centrale et latine. Depuis cinq ou six ans l'Inde obtient des résultats assez intéressants. A suivre aussi le cas de l'Algérie qui a décidé en 1979 de ne plus laisser s'accroître sa dette extérieure et qui peut désormais se permettre de ne plus accorder dans la même mesure qu'ailleurs des baisses artificielles de prix sur les produits alimentaires de base; si les légumes sont aussi chers à Alger qu'à Zurich sans que la population descende dans la

rue, c'est que la classe dirigeante tire sa légitimation d'une certaine intégrité. Quant aux pays qui subventionnent démagogiquement les produits de consommation courante, ils sont tout juste parvenus à ruiner leurs propres paysans, mal payés et découragés par les importations; et lorsque le FMI commande de stopper l'octroi de telles subventions, ce sont les travailleurs et les habitants des villes qui à leur tour crient leur désespoir.

SIMPLON

Route du feroutage coupée

Faut-il reprocher aux CFF leur décision de supprimer le transport des automobiles à travers le tunnel du Simplon? Ce service n'est pas rentable, dit-on. Les CFF traînent, à petite vitesse, un lourd déficit. La rigueur de gestion s'impose à eux; ils décrochent donc ce wagon.

ET POURTANT

Dans les informations données, — chose curieuse avant tout aux radios locales de Zurich et Lausanne (et le Valais?) — le chiffre exact du déficit n'est pas cité. Ni la presse, ni l'ATS ne l'articulent. Première question: quel est l'enjeu? combien?

Car il y a le montant, en chiffres, et le contexte qui est régional et international concernant aussi l'ensemble de la ligne du Simplon.

Peut-on ignorer les Italiens? La moitié du parcours emprunté par le transport auto est sur leur territoire; quelques emplois, chez eux aussi, seront touchés. Mais surtout le Simplon comme ligne européenne est en concurrence avec d'autres lignes, le Mont-Cenis en particulier. La suppression de feroutage ne «dynamise» pas l'image du Simplon, en une période cruciale.

L'Office fédéral des transports annonce que simul-

tanément des subventions seraient accordées au Loetschberg pour abaisser le coût du feroutage entre Kandersteg et Goppenstein. Le prix du transport d'une voiture serait ainsi abaissé de Fr. 28.— à Fr. 15.—. C'est bien. Mais pourquoi ne pas envisager, par exemple, un feroutage complet de Kandersteg à Domodossola? Il est peu logique d'obliger les voitures, chargées, à entreprendre la descente (ou la montée) de Goppenstein à Gampen pour ensuite escalader (sur une quasi-autoroute, il est vrai) le col du Simplon, qui, malgré d'exceptionnels efforts de la voirie, n'est pas facile en toute saison.

Si l'Office fédéral des transports veut faciliter la collaboration rail-route, pourquoi ne pas envisager une mesure qui prendrait en compte la traversée complète des Alpes. Ce serait aussi l'occasion de rediscuter avec l'Italie la politique tarifaire entre Iselle et Domodossola qui est, dit-on, exceptionnellement chère.

Lorsqu'un service dans un grand ensemble commercial est déficitaire, il est tentant de le supprimer. La rigueur paresseusement dispense de l'innovation. Mais l'amputation chirurgicale est souvent solution de facilité. Tel est le cas pour le Simplon. La traversée des Alpes est dans ce secteur en deux étapes. On encourage pour le feroutage la première étape, grâce au groupe de pression du Loetschberg, mais on boucle la seconde. La logique voudrait que l'on promeuve, comme axe européen, la traversée alpine complète: Kandersteg - Brigue - Domodossola.

Le canton du Valais a annoncé sa volonté de se défendre. C'est naturel. Mais la solidarité romande aurait là une occasion de se manifester. L'enjeu dépasse le nombre actuel des usagers. Le lieu de cette solidarité est la Commission du Simplon. On a remarqué (malgré l'excuse vacancière) son absence de réaction spontanée, rapide. Espérons qu'elle sera d'autant plus ferme qu'elle aura pris le temps de se manifester.

A. G.

OPTIMALISATION

Hayek au Poly

Vieux truc, récemment rappelé dans DP (767 / L'Etat efficace): quand les dirigeants d'une entreprise ou d'une administration ne parviennent pas à se faire entendre, ils engagent un porte-parole, qui transmettra le message, bien haut et à grands frais. Après avoir protesté, de moins en moins poliment, contre le blocage du personnel dans les Ecoles polytechniques, Maurice Cosandey, président du Conseil qui les chapeaute ainsi que cinq instituts annexes, a pris les grands moyens. Il a commandé l'an dernier une «étude d'optimalisation» à Nicolas Hayek, présentement gourou numéro un du management public et privé (position dangereuse: qui parle encore de McKinsey, conseiller universel des années septante?).

ET LA FLEXIBILITÉ, B...?

Résultat de l'étude: en gros conforme à l'attente du mandataire. Le blocage du personnel féminin freine la recherche dans les secteurs des nouvelles technologies, gêne la création d'enseignements et d'instituts pourtant nécessaires, privilège de fait le «suivi» au détriment de l'innovation. Bref, pour rester dans la course scientifique, il faudra bien autoriser plus d'un millier de postes supplémentaires d'ici 1991, soit une augmentation brute de 15%. Brute, parce que le renforcement des cadres de l'enseignement et de la recherche devra s'accompagner d'une réduction des effectifs, principalement dans l'administration et les services annexes; d'où un accroissement net de 503 à 557 postes d'ici 1991, chiffres dont on a beaucoup moins parlé que des «mille profs en plus».

La distribution des rôles a donc parfaitement joué: Cosandey impose l'étude d'optimalisation, Hayek publie les résultats attendus, et la presse répercute

ce qu'elle préfère entendre — ou lire. Les quelque 125 pages du rapport H. n'étant disponibles qu'en allemand, les journalistes romands ont cru pouvoir fonder leurs commentaires sur le texte (très mal) traduit résumant les résultats de l'étude.

Du coup, quelques vérités plutôt désobligeantes n'auront pas atteint le lecteur francophone. Or, le rapport Hayek le démontre en clair: le Conseil des écoles ne peut plus accomplir l'importante tâche de planification, de coordination et de surveillance qui lui a été attribuée par une loi de 1854: son ancienneté et ses développements successifs ont rendu le «poly» de Zurich proprement ingouvernable; quant à ces MM. les professeurs, en fait nommés à vie, ils se comportent comme des fonctionnaires, alors qu'ils devraient s'engager comme des savants et des maîtres.

FORFAIT ET SILENCES

En outre, Hayek déclare forfait sur un point significatif. Il évite de préconiser ouvertement le maintien ou la suppression des deux instituts nucléaires de Würenlingen (EIR, réacteurs) et de Villigen (physique atomique), qui subsistent pour des raisons que les plus fines particules ne sauraient expliquer. Hayek se refuse à leur porter le coup de grâce, dérivant cette responsabilité sur des «experts neutres internationaux».

Omission tout aussi significative: le rapport ne dit rien sur les possibilités d'augmenter les recettes, et ne fait pas la moindre remarque sur les ridicules rentrées inscrites dans les comptes des EPF pour services informatiques et autres. Rien non plus sur le produit des études effectuées pour des tiers, qui passe directement dans la caisse de l'institut mandaté, quand ce n'est pas sur un compte plus personnalisé. Pas davantage d'allusion au statut privilégié des professeurs des deux Ecoles de Zurich et Lausanne, qui ne payent toujours pas de cotisation à la Caisse fédérale d'assurance, alimentée par les seuls versements de l'employeur. Cette exception

pouvait se justifier à l'origine, quand il s'agissait d'«attirer» vers l'enseignement des ingénieurs occupés dans le privé; mais elle est devenue indéfendable à l'ère des profs nommés à trente ans, et de l'affiliation obligatoire à une institution de prévoyance professionnelle pour tous les salariés.

L'avenir? Il appartient aux Chambres fédérales, interpellées par le Conseil des écoles, qui a promptement réclamé 700 postes supplémentaires. Et il appartient aussi à ce Conseil bien sûr, formé de onze membres dont trois parlementaires fédéraux et deux conseillers d'Etat, et qui ne va pas se saborder pour si peu. Le 19 juillet dernier, moins d'une semaine après la réception du rapport Hayek, le Conseil présidé par M. Cosandey décidait une série d'études complémentaires, à mener d'ici fin mai ou fin décembre 1986 ou 1987...

Les quelque 500 collaborateurs visés par les «dégraissages» préconisés par Hayek ont donc deux ans pour aller se faire optimiser ailleurs. Gageons que d'ici là ils vont se sentir violemment motivés.

CHASSEURS DE TÊTES

Un des «Big Six» est Zurichois

Egon Zehnder est né le 12 avril 1930. Avec Brigitte Lehner, sa femme, il a eu cinq enfants (quatre garçons et une fille). Il est l'un des six grands recruteurs de cadres dirigeants dans le monde.

Ce Zurichois a fait des études dans sa ville (doctorat en 1953) et à Paris. Il a poursuivi sa formation professionnelle aux Etats-Unis, à la fameuse «Harvard Business School». Devenu conseiller d'entreprises en 1959, il quitte Spencer Stuart & Associates en 1964 pour fonder son propre cabinet: Egon Zehnder International, multinationale de très haut niveau comptant vingt et une filiales dans

INITIATIVITE

Pour 500 millions de francs suisses

Les radicaux suisses ratissent avec le sujet de l'imposition du couple et de la famille. Leur institut de sondage a dû leur apprendre, sans surprise, que la lutte contre une fiscalité ressentie comme trop lourde demeurerait un des sujets de préoccupation des citoyens suisses. Alors on a sorti la botteuse électorale, et à qui voudrait les accuser de démagogie, ils répondront que le Tribunal fédéral lui-même a cadré le sujet.

Le groupe de travail entrant dans le vif du sujet propose trois mesures: splitting partiel, déduction sur le second revenu, augmentation des déductions pour enfants. Mais il ne faut pas oublier que la révision de la Loi sur l'impôt fédéral direct est actuellement en discussion. Le débat est engagé devant la Commission du Conseil des Etats qui a

décidé, bousculant le Conseil fédéral qui avait fait un premier pas, des amendements sur le même sujet, en se montrant généreux pour quelque 500 millions de francs.

Est-il dès lors convenable de lancer une initiative à grands fracas alors que par prudence et réalisme on ne veut pas dépasser un montant donné (le demi-milliard) de pertes fiscales, alors qu'on sait qu'on ne résout pas le problème (il s'agira d'allègements et non pas d'égalité entre couple marié et non marié), alors qu'on n'ignore pas, de surcroît, que ce sujet fiscal, si l'on veut tenir compte des charges familiales et de l'épouse qui n'exerce pas d'activité lucrative, n'a pas de solution rigoureuse et égalitaire même en y mettant le prix?

On est, avec ce sujet fiscal, dans le domaine de l'approche d'une plus grande équité, du réformisme non spectaculaire, de la recherche du consensus et non pas dans le théâtre-politique. Comme il n'y a pas entre partenaires gouverne-

mentaux de désaccord sur cet objectif, il aurait été plus sage de se fixer un calendrier de réalisation au lieu d'attendre six ans pour que l'initiative déploie ses effets éventuels, tout en niant les suspicions parce que l'un veut tirer la couverture à soi.

Pour mémoire: «la perte de 500 millions sera rapidement compensée par l'augmentation de la substance fiscale», écrivent les radicaux; à rappeler, chaque fois, lors des discussions sur les augmentations du salaire réel ou sur les moyens de lutte contre la fraude fiscale.

A. G.

P.S. Des voix se font déjà entendre pour affirmer qu'il serait plus simple d'imposer comme un couple marié les concubins. On aura, ce jour-là, grâce à la droite, franchi un pas important vers «plus de liberté». Monsieur est prié de faire savoir à l'administration s'il loge chez sa copine.

le monde entier, dont une à Genève, trois aux Etats-Unis (à New York à la Cinquième Avenue) et une à Paris (Avenue George-V).

Pour les sièges suisses, «Kompass 83/84» mentionne les activités suivantes: mandataire-conseiller en vue d'acquisition de participations, conseils pour engager du personnel, sélection de personnel et sélection de cadres. Cette dernière activité est probablement la plus profitable. Didier Pourquery¹ affirme «rien au-dessous de cinquante mille dollars de salaire annuel». Que l'on parle de «chasseurs de têtes», de «body snatchers» (détourneurs ou ravisseurs de cadavres) ou de «piratages de cadres», il s'agit toujours de désigner une activité faisant appel à de nouvelles méthodes de sélection qui se substituent aux méthodes traditionnelles jugées insuffisantes.

A ce niveau, les frontières n'ont plus de signification. Et pourtant, dans un texte publié aux Etats-Unis et traduit par Didier Pourquery, Egon P.S. Zehnder écrit en particulier: «Une véritable recherche internationale de cadres n'existe pas. Il existe simplement des missions de recherches internationales plus ou moins complexes qu'on peut classer en missions pour un pays étranger et missions multi-pays.» Il ajoute qu'il faut tenir compte des styles particuliers de management et de prise de décision. Les maisons disposant de consultants «connaissant bien leur territoire national, tout en possédant un style international fixe et une organisation sur le modèle de l'entreprise unique», peuvent exécuter au mieux les missions les plus complexes.

Actuellement l'entreprise de services d'Egon P.S.

Zehnder est au 650^e rang dans la liste des principales entreprises suisses: en 1984, chiffre d'affaires consolidé de 59,3 millions de francs, bénéfice net supérieur à cinq millions, 251 collaborateurs dont 85% hors de Suisse (Schweizerische Handelszeitung). Ne convient-il pas, en présentant ce Zurichois et son entreprise, d'établir un parallèle avec Rudolf «Fänsch» Farner (1917-1984) que le séjour aux Etats-Unis avait sensibilisé à la publicité, comme le passage aux Etats-Unis a sensibilisé Egon Zehnder à de nouvelles méthodes de services rentables aux entreprises? Sacrés Zurichois, avouez-le!

¹ Didier Pourquery, *Chasseurs de têtes*, Editions Stock, 1985.

Voir également: *The Swiss and Liechtenstein who's who*, 1982 et *Wer ist wer in Zürich?*, 1977.

FEHLMANN

Un voile sur la course

Le 28 septembre, le navigateur genevois (domicilié fiscalement en République dominicaine) Pierre Fehlmann prendra le départ de la Course autour du monde en solitaire à bord de son voilier *UBS Switzerland*: un bijou de la technologie de pointe (valant 2,5 millions de francs) construit à Meyrin par l'entreprise Décision SA dont Fehlmann est le président. Une entreprise subventionnée par les contribuables genevois de façon bien obscure.

AIDE AUX CHÔMEURS

En 1984, le chantier occupait plusieurs dizaines de personnes. Pour la majorité de celles-ci, l'entreprise recevait une participation financière du Département cantonal de l'économie publique pouvant s'élever jusqu'à 80% du salaire. Motif: il s'agissait de chômeurs qui acquéraient là une formation susceptible de leur assurer un emploi dans un secteur en pleine expansion, les matériaux composites.

Rien de surprenant a priori: la politique de recyclage des chômeurs est bien établie à Genève; elle est inscrite dans la loi et le budget cantonal allouent chaque année un fonds pour cet usage. Mais une enquête publiée par le quotidien *Le Courrier* (qui a révélé toute l'affaire) montre que les choses ne sont pas aussi simples.

Pour commencer, les chômeurs envoyés à Pierre Fehlmann n'ont pas acquis une formation de pointe mais effectué des travaux simples après quelques heures de mise au courant; la fabrication du matériau composite, les travaux «pointus» étaient exécutés ailleurs ou par d'autres. Et après avoir fabriqué trois bateaux, dont deux pour la famille Fehlmann, l'atelier de Décision SA s'est réduit comme une peau de chagrin et n'occupait

plus que trois ou quatre personnes en juin 1985. C'est maigre en comparaison des assurances mirifiques données en juin 1984, lors d'une conférence de presse, par le département et l'avocat genevois Alec Reymond, administrateur (sur le départ) de la société. Mais tout le monde peut se tromper.

Il y a plus troublant. La commission tripartite (Etat - syndicats - employeurs) qui donne un préavis sur les dossiers des chômeurs à recycler n'a pas été consultée. D'ailleurs les contributions du fonds sont versées directement au travailleur (complétant le salaire réduit versé par l'employeur) et non à l'entreprise. Le chef du Département cantonal de l'économie publique Alain Borner a fini par déclarer que l'argent avait été prélevé sur un autre fonds «en mains du département», se refusant à plus ample précision.

Dès lors, pourquoi prétendre qu'il s'agit de donner une formation (inexistante) à des chômeurs? D'autant que certains travailleurs pour lesquels l'Etat a versé une contribution n'étaient au départ pas chômeurs! Désireux de travailler à Décision SA, ils ont dû s'inscrire un mois au chômage (sur les indications de l'Office cantonal de l'emploi!) pour y parvenir. Pourquoi tant de mystère? Pourquoi prétendre

DES NOUVELLES DES MÉDIAS

Quotidien depuis 1977, le «Walliser Volksfreund» devient bi-hebdomadaire pour des raisons économiques. Les «Walliser Bote» et «Nouvelliste» ont ainsi le monopole de la presse quotidienne valaisanne dans chacune des deux régions linguistiques. En ce qui concerne l'acquisition d'annonces, un conflit oppose le «Walliser Volksfreund» à Publicitas qui ne veut pas renoncer à la prolongation de contrat décidée en février de cette année. Pour mémoire, le «Walliser Bote» dispose d'un service

d'abord qu'il s'agit d'aider des chômeurs (en faisant ce qu'il faut pour rendre cette thèse crédible) puis changer ses batteries en prétendant assurer à Genève une entreprise de pointe? La subvention a dépassé le demi-million, mais on n'en connaît pas le chiffre précis. Une affaire décidément marquée de la patte tout à la fois maladroite et autoritaire du conseiller d'Etat radical Alain Borner (qui n'en demeure pas moins véhémentement hostile à l'idée d'un financement public du risque à l'innovation). Un autre sujet d'étonnement est l'absence de réactions à de telles informations. Fruit d'un important travail d'investigation du journaliste Patrice Mugny, elles ont paru (avec toujours plus de précision) dans *Le Courrier* en juin 1984, décembre 1984 et juin 1985. Au Grand Conseil, elles ont suscité une interpellation d'un député socialiste qui s'est bien vite satisfait des «explications» qu'on lui donnait; la question n'a pas été abordée lors de la discussion des comptes de l'Etat pour 1984. Les autres quotidiens locaux n'ont pas repris l'affaire (les manœuvres d'intimidation d'Alain Borner à l'égard de la presse seraient-elles efficaces?).

Le canton aura en tout cas gagné une voile sur l'*UBS Switzerland* portant le mot *Genève* au milieu des marques des sponsors commerciaux.

d'acquisition propre pour le Valais et d'un contrat avec OFA-Annonces pour le reste de la Suisse.

Pour s'épargner l'achat d'une rotative offset, «COOP-Suisse» imprimera prochainement ses trois hebdomadaires sur les presses de la «Basler Zeitung». Plusieurs entreprises, dont Ringier et Grafino («Berner Zeitung»), avaient présenté leurs offres. Publicitas a-t-elle eu voix au chapitre? L'entreprise lausannoise entretient en effet de bonnes relations avec la «Basler Zeitung» et participe à l'acquisition d'annonces pour la presse de «COOP».

Les souvenirs d'Ernest

Un retraité publie en allemand et chez un éditeur zurichois peu connu, des souvenirs de ses débuts dans la diplomatie fédérale (1940-1948) à Berne et à Washington*. Récit insolite puisque l'auteur n'a pas accédé à des fonctions dirigeantes. On peut imaginer qu'il a voulu perpétuer publiquement la période où, plein d'élan, il se voyait un avenir brillant. A la lecture de certains passages on découvre un mémorialiste qui ne manque pas de toupet et ne ménage pas ceux qu'il a rencontrés.

J'ai beaucoup apprécié la vérité du passage sur l'accueil réservé fait à la nomination de trois hommes de gauche (MM. Zellweger, Gans et Rimens-

berger) à des fonctions diplomatiques. Cela s'arrange rapidement à la légation de Washington quand on constate que le syndicaliste Rimensberger, attaché social, est un homme cultivé et non membre du PSS. J'ai été choqué par le mépris affiché, entre autres, à l'égard de la délégation tripartite (MM. Kaufmann, Kuntschen et Bircher) participant à la conférence de l'OIT à San Francisco. Le rappel des efforts pour faire éliminer des listes noires alliées les entreprises accusées d'avoir trafiqué avec l'Allemagne apporte des éléments intéressants.

En bref, un livre de souvenirs qui ne manque pas d'intérêt pour reconstituer le passé.

C. F. P.

* Ernst Schneeberger, *Wirtschaftskrieg auch im Frieden*, Editions Stutz & Co AG, Wädenswil, 1984, ISBN 3 85928 0147.

LE CARNET DE JEANLOUIS CORNUZ

Symphonie: de 25 à 4 minutes

Somme toute, je me demande si vous éprouvez autant d'enthousiasme que moi pour les entreprises qui procèdent à des planifications, des restructurations, des rationalisations (ça consiste généralement à renvoyer un certain nombre d'employés — des vieux, de préférence, qui ont de la peine à s'adapter, qui travaillent moins vite, et surtout qui sont mieux payés, ou dans tous les cas moins mal, que les débutants).

En même temps, j'ai souvent déploré que cette manière de faire ne se généralise pas... Il y aurait tant à faire! Et c'est pourquoi j'ai beaucoup apprécié le petit texte qui suit, que m'a passé un ami. *Un peu de sérieux, Monsieur Schubert!*, ça s'intitule: Donc le directeur d'une grande entreprise fait un fleur à son expert en études du temps de travail et

planification du personnel en lui offrant deux billets pour un concert.

Le lendemain, l'autre lui présente un mémorandum dans lequel il écrit entre autres ceci:

«Durant un temps considérable, les quatre joueurs de hautbois n'ont rien eu à faire. Il faudrait donc réduire leur participation et répartir leur travail sur l'ensemble de l'orchestre. (...)

— Les douze violonistes jouaient tous les mêmes notes. C'est un travail inutile. Il faudrait donc réduire leur nombre. Si un important volume sonore est nécessaire, on pourrait obtenir le même effet avec des amplificateurs électroniques.

— Jouer des triples croches exige également un travail considérable. (...) Il conviendrait d'arrondir toutes les notes vers le haut ou vers le bas. L'application de cette proposition permettrait de faire appel à des volontaires ou autres collaborateurs auxiliaires.

— Il est inutile que les cors répètent exactement les mêmes passages déjà joués par les instruments à cordes.

Si tous les passages superflus étaient supprimés, le concert pourrait être réduit de vingt-cinq à quatre minutes. Si Schubert avait pris garde à ces éléments, il aurait vraisemblablement été en mesure d'achever sa symphonie.»

A propos, je me suis plongé dans le *Dossier Rosenberg* de Ronald Radesh et Joyce Milton, traduit par A.M. Sitnik, préface par Emmanuel Leroy Ladurie (qu'allait-il faire dans cette galère?), édition *Hachette/Document* — vous vous souvenez, ces «espions atomiques» exécutés dans les années cinquante malgré les interventions du Pape, du Président de la République française, d'un nombre impressionnant de savants — dont Einstein — d'artistes, d'écrivains, etc.?

J'espérais en tirer quelques lumières, éventuellement pour me fortifier dans la conviction où je suis resté de leur innocence (depuis la lecture du livre de notre ami Rochat, trop tôt disparu); plus probablement (à en croire les comptes rendus) pour me résigner à l'évidence de leur culpabilité clairement établie.

Hélas! En fait de *document*, c'est surtout un document sur le niveau de certains livres de vulgarisation: égal à zéro!

Aucun index, qui permettrait de retrouver quelque chose dans ces 317 pages. Aucune bibliographie, qui permettrait de se reporter aux différentes études citées ou pour ou contre. Aucune référence, aucune cote d'aucun document (je parle il est vrai de la traduction): quantité de phrases citées entre guillemets, sans qu'on puisse savoir quel est l'original anglais, quel est le contexte et où les textes en question ont paru — à supposer qu'ils aient paru et ne soient des déclarations orales! Et je ne dis rien de la confusion qui fait que p. 170, on apprend que *les montres* que les Russes auraient données aux Rosenberg pour les récompenser n'ont pas été retrouvées — et p. 180 qu'elles «trônaient au milieu du tribunal»! Tous comptes faits, je crois plus que jamais à l'innocence!

J. C.

Bradage du sol financier

Quand ils se lamentent sur le sort de la place financière helvétique, les banquiers suisses accusent avant tout la «lourde» fiscalité qui pèse sur les transactions. Ils enragent contre le rôle de «percepteurs» qu'ils jouent vis-à-vis de leur clientèle en prélevant, auprès d'elle et pour le compte de l'Etat, le fameux 35% d'intérêt anticipé sur le revenu des capitaux ou le droit de timbre sur les titres suisses. De manière générale, ces MM. de la banque déplorent les «conditions-cadre» qui leur sont faites en Suisse, d'où les capitaux s'enfuient vers des lieux plus accueillants, — y compris pour les succursales des établissements helvétiques d'ailleurs (Luxembourg, Londres, Bahamas, Allemagne fédérale même).

L'OUBLI DE SOI

Tout occupés à rédiger leur cahier de doléances, les banquiers ont oublié de faire ce qui était en leur pouvoir pour améliorer leur compétitivité. En effet, comme le rappelait en mars dernier la Commission fédérale des banques (CFB), «la capacité de concurrence ne peut être améliorée uniquement par le biais de mesures fiscales. A côté des impôts, il y a, comme on sait, la charge des commissions bancaires (courtages, frais) pour les services apportés à la clientèle» (Rapport de gestion de la CFB pour 1984, p. 47). Et de préciser: «Il appartient aux banques d'entreprendre elles-mêmes quelque chose pour renforcer leur position face à leurs concurrents étrangers, par exemple dans les domaines de la convention en matière de courtage ou de leurs marges dans les affaires d'émission.»

Voyons donc cette convention, se sont dit les banquiers. Qui en ont élaboré une nouvelle, l'ont mise en circulation sur les places boursières, et figulée

ce 14 août en vue d'une mise en vigueur dès le 1^{er} janvier prochain.

Les investisseurs peuvent donc se réjouir? Pas tous évidemment, car les banquiers prévoient d'appliquer un tarif dégressif, dont bénéficieront les clients effectuant des transactions d'une valeur supérieure à cinquante mille francs. Pour ceux qui ont la modestie d'opérer en bourse à coups de montants inférieurs à cette somme (mais supérieurs à Fr. 150.—), les courtages passeront de 5/8% (= 0,62%) à 1% tout rond. L'intention est claire: les banques suisses cherchent à retenir les gros poissons, qui nagent dans l'aquarium mondial, et taxent les petits clients, qui ne songent pas à quitter le marché boursier suisse.

Voilà de quoi attirer l'attention des défenseurs patentés des valeurs nationales. Au lieu de s'insurger contre la solidarité à l'égard des réfugiés et autres immigrés, ils pourraient s'en prendre à ceux qui organisent le bradage du sol financier suisse.

EN BREF

Service d'information par téléphone sur le nouveau droit du mariage le 22 août: deux juristes répondront aux questions de 9 h. à 12 h. et de 14 h. à 18 h. L'initiative revient au bi-mensuel allemand «Beobachter» qui met à disposition de ses lecteurs deux lignes téléphoniques (N^{os} 01/829 62 31 ou 01/829 62 33).

* * *

Pendant les fortes chaleurs de fin juillet, les habitants du quartier bernois de Merzenacker ont dû couvrir les toits en verre de leurs maisons: à l'intérieur, la chaleur était torride.

* * *

Nouvelle tentative des partisans de l'économie franche de prendre pied en Suisse romande. Un groupe s'est constitué à Genève. Activités à ce jour: distribution de tracts le 1^{er} mai, publication d'une brochure intitulée «Une économie de marché sans capitalisme».

CLIVE LOERTSCHER

Fraternité syndicale

Bien que marginale par rapport aux activités ordinaires des syndicats, la libération de Clive Loertscher a mobilisé ces dernières semaines beaucoup d'énergie. Comme devait le rappeler Ruth Dreifuss, secrétaire de l'USS, dans la presse syndicale, il s'agit de «placer [dans un cadre cohérent] cet appui à un collègue, détenu dans un pays étranger pour le simple exercice de droits qui existent chez nous et que nous jugeons d'importance vitale pour la démocratie et le syndicalisme».

Face à un système juridique et politique qui refuse le pluralisme, la fraternité syndicale doit assurer à chacun qu'il pourra recourir aux

meilleurs avocats pour obtenir la reconnaissance de ses droits; un appui technique qui «doit s'accompagner d'un chaleureux soutien moral».

La VPOD s'est engagée à rembourser à la Confédération les 30 000 dollars (besoins de devises fortes?) que les autorités polonaises ont exigés pour la libération de Clive Loertscher. Le Collectif de défense — CCP 10-15210-0 Lausanne — récolte des fonds à cet effet. Un effort important reste à fournir (tous frais déduits, 16 000 francs seulement sont aujourd'hui disponibles pour le remboursement) que le retour de Clive Loertscher ne doit pas faire oublier. Pour que la fraternité ne soit pas qu'un mot.

P.S.: A noter qu'un excédent éventuel ou — on peut rêver! — la restitution de la caution serait versé à l'Oeuvre suisse d'entraide ouvrière.